



**REPUBLIQUE GABONAISE**

**Union -Travail - Justice**

**DISCOURS DE**

**S.E.M. BRICE CLOTAIRE OLIGUI NGUEMA**

**PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT**

**DISCOURS SUR L'ETAT DE LA NATION**

-----

**Libreville, 15 JUIN 2026**

- **Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale ; Président du Congrès ;**
- **Madame le Président du Sénat ;**
- **Mesdames et Messieurs les Vénérables sénateurs ;**
- **Mesdames et Messieurs les honorables députés, représentants le peuple gabonais ;**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs des Missions Diplomatiques, Consulaires et des Organisations Internationales ;**
- **Mesdames et Messieurs les Autorités Religieuses et Traditionnelles ;**
- **Distingués Invités ;**
- **Mesdames et Messieurs ;**

Conformément aux dispositions de **l'article 59, alinéa 4 de notre Constitution**, je me tiens devant vous, ce jour, pour me plier à l'obligation républicaine du discours **sur l'état de la Nation**. Ce moment est d'autant plus particulier qu'il marque non seulement le premier exercice du genre sous la **5<sup>ème</sup> République** mais aussi parce qu'il se tient au terme de ma première année de mandat à la tête de notre pays.

En tout état de cause, cet instant doit nous **conforter** dans le sentiment de modernité de notre Constitution, le cadre de notre vivre ensemble que le peuple Gabonais s'est librement doté par référendum.

**Par ce vote populaire**, le peuple souverain a tenu à ce que le Président de la République vienne, chaque année et à la même période, devant la représentation nationale dire dans quel état se trouve la Nation gabonaise et vers où allons-nous pour le bien de tous.

Cette obligation de reddition des comptes au sommet de l'Etat est **juste et opportune** et je m'y sou mets sans réserve, avec humilité et responsabilité.

Je me sens particulièrement honoré de me retrouver dans **cet hémicycle**, au milieu de personnalités consacrées par l'onction du suffrage universel. Car **depuis plus de trente ans**, les parlementaires portent les attentes, et parfois les préoccupations de la Nation. **Soyez-en remercié !**

**Mesdames et Messieurs les membres du Congrès,**

**Chers compatriotes,**

Le devoir de vérité m'impose de vous rappeler dans quel état se trouvait notre pays avant que vous ne me confiiez la responsabilité de conduire notre Nation. Je souhaite également vous présenter les engagements que j'ai pris face aux gabonaises et gabonais.

**Depuis le 30 août 2023**, date du **Coup de la Libération**, le Gabon, traverse **une période de refondation**.

J'emploie ce mot, car il traduit l'ampleur des changements engagés et la responsabilité collective qui nous incombe pour bâtir un avenir meilleur pour notre beau pays.

**Refonder** ne signifie pas effacer notre histoire dans tout ce qu'elle a d'admirable et de douloureux.

**Refonder**, c'est regarder sans complaisance l'édifice dont nous avons hérité, reconnaître honnêtement ce qui tient toujours debout et ce qui, faute d'entretien ou par la volonté délibérée de quelques-uns, s'est effondré.

**Refonder**, c'est avoir le courage d'envisager de nouvelles manières et de meilleures possibilités de construire le pays ; d'offrir à la Nation une grande fierté, pour mieux l'habiter.

**Refonder**, c'est bâtir l'Édifice Nouveau auquel tous nous rêvons.

Avant cette date historique notre pays était assujetti à :

- Des institutions complices et sans réel contre-pouvoir ;
- Une dette abyssale, une économie totalement désorganisée et une confiance avec les bailleurs rompue ;
- Une mauvaise gestion de notre système d'accès à l'eau et à l'énergie, aggravée par l'inexistence d'une politique énergétique **cohérente et claire** pour la vie sociale et l'industrialisation de notre pays ;
- Un niveau de chômage important, aggravé par une mesure **inique** de suspension de recrutements dans la Fonction Publique ;
- Un service public inefficace face aux besoins légitimes des usagers et un coût élevé des baux administratifs qui compromettrait les capacités d'investissement de notre pays ;
- La suspension des bourses scolaires ;

- Une justice marquée par des grèves à répétition ;
- La corruption **endémique**, le **clientélisme** et une mauvaise gouvernance érigée en principe avec un niveau de pauvreté élevée ;
- Un système de prise en charge de la **CNAMGS** inefficace ;
- **Un laxisme** complice dans la sanction des mauvais gestionnaires de nos deniers publics ;
- Un système éducatif produisant des chômeurs avec des infrastructures limitées ;
- Un vivre ensemble menacé à la fois par la haine sur les réseaux sociaux et le niveau de pauvreté ;
- Une mauvaise gestion de notre système de santé et de protection sociale ;
- **Plus grave**, l'identité Gabonaise, le « **Gabon d'abord** » et **l'Unité Nationale**, défendus par les pères fondateurs de notre Nation, **la fierté nationale**, l'amour de notre patrie, les valeurs prônées par

notre hymne nationale (la Concorde) ont tous été abandonnés; faisant de notre peuple, une population sans repères.

C'est fort de ce diagnostic difficile, que j'avais, durant la période de Transition, pris l'engagement de remettre notre pays au travail afin de garantir son essor vers la félicité.

J'indiquais déjà à cette époque que « **Notre pays méritait des institutions fortes, crédibles, une gouvernance assainie, plus en phase avec les normes internationales en matière de respect des droits humains des libertés fondamentales, de la démocratie et de l'Etat de Droit** ».

Ma boussole a toujours été celle de restaurer la crédibilité de notre pays afin de rendre aux gabonais leur dignité. Mais comme je le dis souvent, il n'y a pas de dignité sans effort.

**Aujourd'hui** encore ma conviction, ma volonté de bâtir ce pays reste intacte.

Je sais le niveau d'attentes que chacun de vous, que chacun de nos concitoyens, place

en moi pour la réussite de notre œuvre collective.

Je sais le niveau d'exigence qui est celui du peuple gabonais après tant d'années de souffrances. Je sais les efforts et les sacrifices qui seront nécessaires pour satisfaire les légitimes attentes de nos populations encore exposées à la précarité.

J'entends vos cris et je lis sur chaque visage l'impatience des populations partout sur le territoire national comme cette préoccupation d'une jeune compatriote du petit **village de « Biliba »** dans l'Ogooué-Ivindo, je cite : **« Monsieur le Président, faites tout pour garantir la réussite de nos enfants »**.

Cette interpellation m'oblige, et j'appréhende dans sa juste mesure, l'immensité du travail qui attend mon gouvernement et moi-même tout au long de ce mandat.

C'est pourquoi, du haut de cette tribune, je voudrais redire à cette jeune fille mère, à tous mes compatriotes, que mon mandat ne sera

pas celui des fausses promesses et des maquettes mais plutôt celui de la responsabilité, des actions et du bâtis.

**Je tiens** à réitérer mon engagement à consacrer l'action de mon gouvernement au redressement de notre pays et au bien-être de nos concitoyens.

Et comme nous l'avons déjà amorcé, notre essor vers la félicité ne sera pas un simple rêve, ni un simple slogan et encore moins une vue de l'esprit.

**Pour preuve, méthodiquement**, nous avons tous ensemble commencé par restaurer nos institutions selon un processus démocratique qui a commencé avec la collecte des contributions citoyennes, la tenue du Dialogue National Inclusif puis l'adoption de la nouvelle Constitution, la refonte du Code Electoral et la loi sur les Partis Politiques.

La Constitution et le code électoral rénovés nous ont permis de tenir, pour la première fois, des élections apaisées, libres et transparents tandis que la loi sur les partis politiques

permettra de réduire le nombre de partis et de réguler notre environnement politique.

C'est l'occasion de lancer une réflexion sur l'élaboration d'un fichier électoral plus crédible et la mise en place de dispositions légales pour lutter contre l'abstention, quitte à rendre le vote obligatoire.

S'agissant du Parlement, la nouvelle Constitution renforce les pouvoirs de la représentation nationale en mettant entre vos mains, **Mesdames et Messieurs les membres du Congrès**, le pouvoir d'interpeller les Ministres et de recommander même au Chef de l'Etat que certains d'entre eux soient démis de leurs fonctions en cas d'agissements contraires à l'éthique, au bien-être de notre population, d'amender les projets de loi ou de participer au pouvoir de nomination à certaines fonctions et emplois civils de l'État.

N'en déplaise donc aux adeptes de la critique stérile, notre Constitution conforte la

mission de contrôle du Parlement sur l'action de l'Exécutif. **A vous de jouer pleinement votre rôle.**

La séparation des pouvoirs ne doit jamais, au grand jamais, signifier absence de collaboration ou de dialogue entre les institutions pour l'intérêt supérieur de nos populations.

C'est pourquoi, un texte qui est soumis à votre examen, **Mesdames et Messieurs les parlementaires**, doit être enrichi et non pas rejeté comme il m'a été donné, avec regret, de le constater. Au risque de glisser vers de l'obstruction parlementaire, la censure doit demeurer l'œuvre du juge, le cas échéant.

**Plus globalement**, mon gouvernement a pris une série de mesures pour corriger certains manquements sur plusieurs pans.

**Sur la réforme du Code de la Nationalité** qui répond directement aux aspirations profondes et légitimes du peuple gabonais formellement exprimées lors du Dialogue Nationale.

**Sur la législation des réseaux sociaux,** légiférer sur l'espace numérique est une nécessité absolue pour combler un vide juridique flagrant qui, trop longtemps a laissé libre cours à de dérives graves telles que la **cybercriminalité, la diffamation,** les appels à la violence et les atteintes à la sûreté de l'État.

**Ces mesures de régulation** ne sont pas propres au Gabon. Elles existent et s'appliquent rigoureusement dans les plus grandes démocraties.

Je peux également citer la construction de la Cité Émeraude pour faire des économies de près de **30 milliards de francs CFA** à l'État, que l'on pourrait orienter vers d'autres infrastructures ou vers le social. La livraison de l'annexe du Tribunal de Première Instance de Libreville, **la livraison du Palais des Congrès Omar BONGO ONDIMBA de la Cité de la Démocratie, jadis détruit, qui devient une vitrine pour notre pays.**

Les questions de l'emploi des jeunes, de l'accès à l'eau potable et à l'électricité sur

l'ensemble des neuf provinces ainsi que la lutte contre la vie chère trouveront très rapidement des solutions pérennes pour le bonheur de nos populations.

**Dans tous les cas**, le Gouvernement, comme présenté à l'occasion du bilan **des 100 jours**, poursuivra les travaux d'extension du réseau d'électricité et d'eau potable, du réseau routier, du réseau de construction des édifices publics et des hôpitaux modernes ainsi que la promotion des logements sociaux sur l'ensemble du territoire.

Aucune région, aucune localité de notre pays ne restera **en rade** !

Je peux vous annoncer que l'attente ne sera pas trop longue. car toutes les réformes audacieuses que j'ai déjà engagées et celles à venir sont conçues avec **méthode et rigueur**.

Le Document de cadrage Macroéconomique et Budgétaire, **en phase avec le Plan National de Croissance et de**

**Développement (PNCD)**, pour la période 2027-2029 en sera l'instrument essentiel.

Je le redis ici, ***l'œil qui voit ne ment pas*** ! Et en dépit de tout, **chacun de vous peut voir que le pays est en chantier.**

Les populations de :

- Cocobeach le savent,
- Les populations du tronçon Ovan-Makoukou le savent,
- Les populations de derrière la pédiatrie regardent la construction des bâtiments de l'Université des Sciences de la Santé, ou les travaux de la voie de contournement de la Nomba que j'ai appelé « **la Promenade de la Lowé** »
- Les populations des tronçons Alembe – Carrefour Leroy – Mikouyi (306 km),
- Bifoun–Ndjolé (56km),
- Oyem-Assok Medzeng (36 km),
- Nzogone-Mvam (32 km),
- Bifoun–Lambaréné (71 km) savent ce qui s'y fait ! .

Je ne doute pas un seul instant que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. Car chacun de nos projets sera porteur d'efficacité économique, de justice sociale et surtout de confiance retrouvée entre les institutions et les citoyens gabonais.

Je citerais en exemple la mise en place de la Central d'Achat, outil concret de lutte contre la vie chère et l'allègement du panier de la ménagère.

**Concernant le Grand chantier de la Décentralisation**, la poursuite de la mise en œuvre effective du transfert des compétences et des moyens s'effectue déjà et se poursuivra sans relâche, avec une montée en puissance progressive.

**Dans cette dynamique**, le Gouvernement a décidé d'allouer progressivement en fonction des capacités budgétaires de l'État, entre **5 à 10 % des recettes au bénéfice des Collectivités Locales**.

Depuis cette année **2026**, plusieurs Collectivités Locales, notamment les

Communes et les Départements ont vu leur plafond budgétaire augmenter.

Pour que le rêve de développement local et de **prospérité partagée**, devienne une réalité durable. J'invite les Présidents des Conseils Départementaux et les Maires à une gestion rigoureuse, transparente et collégiale des dotations mises à leur disposition en se conformant à leur obligation de reddition des comptes.

**Honorables et Vénérables Parlementaires ;**

**Chers compatriotes,**

Au regard du contexte international actuel, il nous revient de redéfinir la carte diplomatique de notre pays en fonction de nos ambitions et de nos intérêts stratégiques.

Pour ce qui est de **la Diplomatie**, notre Pays a retrouvé sa place au sein des institutions internationales. Le Gabon a été élu au sein du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine.

Au cours des trois (03) dernières années, j'ai réaffirmé l'attachement du Gabon au **multilatéralisme** ainsi que les positions de notre pays sur les questions internationales, notamment celles liées à la paix, à la sécurité, au développement durable, à la protection de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique.

Il est nécessaire de rappeler qu'avant le 30 août 2023, les Missions Diplomatiques et Consulaires, ainsi que les personnels de ces missions vivaient une situation clairement dégradante. Ce qui portait atteinte à l'image de notre pays et à la dignité de nos compatriotes diplomates.

Pour remédier à cette triste situation, il est entrepris déjà une amélioration progressive des conditions de vie et de travail de ces entités.

Nous avons revu à la hausse les **émoluments** de nos Ambassadeurs et des Attachés de Défense afin d'améliorer leur condition de vie mais surtout de leur permettre d'atteindre les objectifs assignés.

Il s'agit de renforcer la présence et le rayonnement du Gabon sur la scène internationale.

Je profite de cette tribune pour annoncer que le Gabon confirme sa candidature **pour abriter le Sommet de l'Union Africaine en 2027**.

Par ailleurs, peu après mon investiture, le Gabon a pris acte de l'arrêt rendu par la **Cour Internationale de Justice**, dans le différend frontalier qui l'oppose au **Pays frère de la Guinée Équatoriale**, un contentieux ancien remontant à **1972**.

Soucieux du respect des décisions de justice et de l'intégrité de nos rapports avec les Institutions Internationales dont nous sommes Membre, le Gabon a pris acte du contenu de cet arrêt et est totalement disposé à l'appliquer.

Depuis lors, j'ai mis en place une nouvelle Commission Nationale sur ce différend frontalier. Elle travaille d'arrache-pied pour trouver des solutions possibles et utiles

permettant un aboutissement heureux de ce litige qui n'a que trop duré.

**A ce sujet**, le Président de la Commission de l'Union Africaine a désigné un Médiateur que nous avons reçu récemment. Ce dernier a fait une proposition de plan de travail que nous avons approuvé, avec une issue "**gagnant-gagnant**".

**Sur le plan économique**, j'assume une position souveraine de transformation de nos richesses sur notre territoire afin de réduire la dépendance aux exportations des matières premières.

**Certes** notre sous-sol regorge d'énormes ressources naturelles, mais tant qu'elles ne sont pas exploitées et transformées localement elles ne peuvent pas devenir une richesse profitable à nos populations.

Vous conviendrez avec moi que ce narratif du « **Gabon pays riche** » est une illusion. Les gabonais doivent tous en être conscients et se mettre au travail.

Mon pays, notre pays, doit devenir une terre d'opportunités et un pays attractif pour les investisseurs d'où qu'ils viennent.

Nous avons tout pour construire une économie diversifiée, résiliente, créatrice de richesses et d'emplois pour notre jeunesse dans plusieurs secteurs porteurs parmi lesquels :

- L'agriculture,
- Les produits halieutiques,
- Le bois
- Le niobium,
- Le phosphate,
- Le marbre,
- La potasse,
- Les terres rares,
- Le fer,
- L'or,
- Le diamant,
- Le manganèse,
- L'uranium
- L'iboga,
- Le pétrole,

- Le gaz.

Une attention particulière sera également portée sur le bilan carbone et la prospection du potentiel national en hydrogène naturel.

**Après le rachat d'Assala, Tullow Oil et SMP** nous avons découvert et mis en exploitation de nouveaux puits (**Ngongui et Maboga**) qui **augurent** des lendemains meilleurs dans ce secteur.

Je suis fier aujourd'hui d'annoncer que grâce à l'acquisition des actifs pétroliers GOC-Assala et **Tullow Oil**, nous devenons le premier producteur national, devant les anciens leaders historiques.

**Le secteur minier demeure un levier stratégique pour l'avenir de notre pays.**

Le gisement de fer de Belinga, estimé à **7,5 milliards** de tonnes, avec une teneur de **65%**, est le plus grand au monde. Celui de Milingui, ainsi que la potasse ou encore le marbre dans la Nyanga, offrent de belles perspectives économiques si

nous parvenons à les mettre en exploitation dans les meilleurs délais.

**Je mène une diplomatie économique proactive** afin d'attirer des investisseurs dans ce secteur minier, avec pour **corolaire** la construction de ports en eau profonde à **Kobe-Kobe** et **Mayumba**, la réalisation d'une ligne de chemin de fer, ainsi que l'édification de barrages hydroélectriques.

**Sur le plan macroéconomique**, nous avons constaté dès le 30 août 2023, pour le déplorer que le niveau de la dette était abyssal, représentant **70% du PIB**, sans qu'elle n'ait servi au développement de notre pays.

Cette question fait l'objet d'un traitement responsable avec les instances internationales, notamment le **FMI** avec lequel nous sommes en discussion.

Je tiens à rassurer la représentation nationale que ces échanges portent essentiellement sur **la restructuration** de la dette dont le niveau est certes élevé mais soutenable.

Aujourd'hui, je peux affirmer que les bases de la transformation de notre pays sont désormais solidement établies.

Nous avons réalisé **le Recensement Général de la Population et des Logements**, qui nous permettra de disposer d'une connaissance précise de notre population, de ses besoins et de sa répartition sur l'ensemble du territoire national.

Les résultats de **ce recensement** seront communiqués et publiés en toute transparence.

Au moment où notre pays poursuit sa marche vers la modernisation de l'État et l'amélioration de la qualité du service public, **la Fonction Publique** demeure l'un des principaux leviers de transformation de l'action gouvernementale.

Héritant, au 30 août 2023, d'une administration confrontée à près de **8 années** de gel des recrutements, des avancements et des reclassements, ayant entraîné l'accumulation de plusieurs dizaines de

milliers de situations administratives en attente. J'ai fait de la restauration de la justice administrative **une priorité absolue**.

**À ce jour**, ce sont plus de **60 mille situations** administratives qui ont été régularisées. Ces chiffres témoignent de la volonté du Gouvernement de mettre fin aux blocages hérités du passé et de garantir à chaque agent public une gestion plus juste, plus transparente et plus efficace de sa carrière.

**La digitalisation** des fichiers des personnels et l'archivage électronique des actes de gestion des agents de l'Etat sont désormais en vigueur. Plusieurs bâtiments administratifs ont été réhabilités et nous devons davantage lutter contre la corruption et la surfacturation pour attirer plus d'investisseurs.

**Après la mise en œuvre des deux premières phases de l'opération de solde des rappels des agents publics, je vous annonce dans cet hémicycle le lancement du paiement de la troisième et dernière phase de règlement des**

**rappels calculés, pour un montant de 35 milliards de francs CFA.**

**Par cette ultime opération**, l'État aura mobilisé et reversé aux fonctionnaires du secteur public un montant cumulé de **105 milliards de francs CFA** au cours des deux dernières années, traduisant ainsi ma volonté constante d'honorer les engagements pris envers les agents publics et d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

**Ceci** marque l'aboutissement d'un processus attendu depuis plusieurs années et constitue **une avancée considérable** dans l'assainissement de la situation administrative et financière des agents de l'État.

Je pense également au **désintéressement** des épargnants de **la Poste SA**, victimes d'une injustice **depuis une dizaine d'années** de la part de l'ancien régime.

**J'annonce** à leurs familles durement éprouvées que le paiement de la première tranche pour un montant de **10 milliards de**

**FCFA sera effectif, sur près de 32 milliards de FCFA.**

**Tous ces règlements seront effectifs dès demain.**

**Dans le secteur privé**, avant la Transition, on notait un taux de chômage des Jeunes à hauteur de **35 %**. **Une inadéquation** entre les formations dispensées et les besoins du marché local. Une insuffisance des investissements dans la formation professionnelle.

De la Transition à maintenant, près de **22 mille emplois** dans le secteur privé ont été créés. Ce secteur a connu **en 2024** une hausse de **2,4 %** portant les effectifs y relatifs à **85 mille 9 cents salariés**.

**Aussi**, face au chômage qui frappe notre jeunesse, nous refusons la fatalité. **PassEmploi241**, la plateforme publique gratuite qui relie demandeurs d'emploi, entreprises et centres de formation sur tout le territoire, est notre réponse concrète. C'est l'État qui se tient aux côtés de sa jeunesse, en

finançant sa formation et en lui ouvrant les portes du marché du travail.

Le **Pôle National de Promotion de l'Emploi, PNPE** a réalisé **5.566** insertions effectives, dont **1.697** embauches directes. **10.000** Jeunes ont été formés dans des secteurs porteurs. Le **projet un Jeune, un Taxi** pour l'auto emploi, qui a déjà permis la distribution de **1.066 Taxis-Gab** dans les villes de Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem, dont **200** distribués récemment, connaît une évolution convenable et sera poursuivi.

Avec le projet **Gab-Pêche**, mon ambition est l'appropriation de la pêche artisanale par nos compatriotes notamment les plus jeunes.

**Cependant** d'après les renseignements de sources concordantes, ce projet rencontre quelques difficultés dans sa phase de mise en œuvre.

Ce qui ne m'empêche pas d'envisager de l'étendre dans les villes comme Mayumba, Cocobeach, Donguila et Gamba.

## **Mes chers compatriotes,**

Il appartient à notre jeunesse de s'approprier ces métiers qui nous permettront de lutter contre la vie chère et d'arrêter à terme de subventionner des produits importés.

**En somme**, si nous voulons lutter contre la vie chère, nous ne pouvons plus continuer à subventionner mais à produire localement ce que nous consommons.

**Au sujet des Transports Publics, le constat est le même, il faut les restructurer.** Mais des mesures sont en train d'être prises en particulier par la fusion de SOGATRA et de TRANS'URB en vue de la création d'une Compagnie Nationale Interurbaine. **100 Bus** sont déjà acquis et mis à la disposition de la nouvelle entreprise.

Afin de garantir la pérennité de cette nouvelle structure, nous devons mettre fin à la gratuité. Les recettes générées devraient pouvoir couvrir les charges liées à son fonctionnement et au renouvellement de

l'outil de travail. Il est à retenir que l'État devra retirer ses subventions progressivement.

Pour réduire les charges de l'Etat, le Gouvernement envisage **de retirer la prime de transport de 35.000 FCFA** à tous les fonctionnaires possédant un véhicule de fonction ou de service.

Quant au **Transport Ferroviaire** il est urgent d'accélérer la réhabilitation de notre chemin de fer et de **l'interconnecter** aux autres réseaux ferrés.

**L'État gabonais, dans le cadre d'un emprunt auprès de l'Agence Française de Développement, AFD, d'un montant de 173 millions d'euros, soit 115 milliards de FCFA,** finance les travaux actuels de remise en état de notre voie ferrée. Les travaux se dérouleront sur une période de **06 ans** pour s'achever en 2031.

S'agissant du **transport Aérien**, nous avons créé la Compagnie nationale **FLY Gabon**. Elle dessert l'intérieur du Gabon : Port-Gentil, Franceville et Oyem et dans bientôt Makokou

Tchibanga, dès l'opérationnalité de leurs aéroports.

Elle dessert aussi plusieurs destinations en Afrique dont le **Congo, la RDC, le Cameroun, l'Afrique du Sud, Le Benin, la Guinée Équatoriale, la Centrafrique, le Nigéria, Sao Tomé et Príncipe.**

**Par ailleurs,** dans le cadre d'un partenariat avec l'Académie Ethiopienne de l'Aviation Civile, près de **400 étudiants** Gabonais achèveront bientôt leurs formations aux métiers de l'aéronautique.

En matière de **transport maritime, fluvial et lagunaire,** ma vision pour notre Pays est d'assurer la connectivité de toutes les villes et de tous les villages en bordure des cours d'eau navigable, pour renforcer l'inclusion sociale et optimiser la circulation des personnes et des biens.

La gestion des ports et aéroports relève de la souveraineté nationale. En conséquence, une réflexion sera faite dans l'optique de réviser toutes les conventions de concessions

et d'autres types de partenariats, sous forme de contrats gagnant-gagnant.

**Sur le plan social**, la modernisation du système de santé, le maintien et le renforcement des filets sociaux sont en cours.

**Notre système de santé** que chacun d'entre vous connaît, contraint ceux qui en ont les moyens à se soigner à l'étranger et abandonne les autres à une médecine sous-équipée, sous-dotée, voire même épuisée par des années de désengagement de l'État.

Ma vision pour le système de santé consiste à doter le Grand Libreville d'infrastructures sanitaires de haute spécialité, à renforcer les capacités des personnels médicaux et paramédicaux afin de faire du Gabon un Grand Pôle sous régional et continental en matière d'offre de soins de haute qualité ; sans oublier les Capitales Provinciales et les Chefs-Lieux de Département.

Ils retiennent toute mon attention.

Depuis lors :

- **Trois (03) promotions successives** de médecins et pharmaciens sont sorties de l'Université des Sciences de la Santé, en 2 ans,
- Plusieurs agents de santé ont été mis en solde,
- Des centres hospitaliers régionaux et hôpitaux départementaux ont été construits ou réhabilités,
- D'autres infrastructures de santé à Libreville et à l'intérieur du pays ont été ouverts.

A cela s'ajoutent l'acquisition de matériel, le renforcement du plateau technique et la dotation d'ambulances dans les structures sanitaires.

En deux ans, 14 nouvelles représentations du **Samu Social Gabonais** ont été ouvertes.

L'inclusion des Personnes à Mobilité Réduite a connu une amélioration **substantielle** grâce à la dotation d'équipements adaptés.

**La Caisse Nationale de Sécurité Sociale, CNSS**, a été reformée. Les droits trouvés en

2023 pour plus de **23 milliards de FCFA concernant 14.146 assurés** sont progressivement apurés et la fluidité du système se rétablit.

**Par ailleurs**, le Gouvernement a procédé au paiement des pensions **à 26.313 retraités pour un montant de 1,5 milliard de F CFA.**

La réforme paramétrique engagée par le gouvernement est une opportunité déterminante pour la caisse et ses assurés.

**Enfin, à court terme, la CNSS** couvrira les travailleurs indépendants de sorte que les personnes sans emploi formel soient désormais couvertes.

Malgré les efforts louables déjà entrepris, le fonctionnement de la **Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale, CNAMGS**, laisse toujours à désirer.

**Les assujettis** et les partenaires de cette grande entité de protection sociale sont désormais désabusés. Cette situation ne peut perdurer.

Des reformes importantes sont en cours dont la mise en œuvre du **Fonds 04** pour les travailleurs indépendants.

Désormais, je veillerai personnellement, à ce que cette caisse remplisse ses missions de manière satisfaisante.

**La Caisse des Pensions et des Prestations Familiales, CPPF** a payé pour **57 milliards** d'arriérés de pension en deux échéances l'une **en février 2024** et l'autre **en avril 2025**. Il est à noter que tous les arriérés de la CPPF, d'un montant de **66 milliards** de **FCFA** due aux retraités gabonais, étaient restés impayés pendant plus de **7 ans**.

J'ai décidé de transformer la **CPPF** en un investisseur institutionnel capable de garantir **la pérennité** du système de retraite des agents publics et de contribuer significativement au financement de l'Economie Nationale.

En ce qui concerne l'Éducation **Nationale**, la **Formation Professionnelle**, l'**Enseignement** et la **Recherche Scientifique**, la situation trouvée

en 2023, est un système éducatif gravement affecté par **l'inadéquation** entre l'offre Pédagogique et les offres d'emplois nécessaires au développement de notre Pays.

La recherche scientifique n'est pas tournée vers les besoins en innovations et aux solutions à apporter aux problèmes des gabonais, ni pour accompagner le développement des entreprises et l'amélioration du service public.

Les filières **professionnalisantes** restent **embryonnaires**, sous équipées et marginalisées, en ne représentant que **10 à 20% du système éducatif national**.

Ce modèle d'école doit changer pour inverser cette tendance **inappropriée** à la vision de développement de notre économie et au développement durable de notre Pays.

**Pour l'avenir**, le Gouvernement prévoit, pendant le mandat, le renforcement de la lutte contre les violences en milieu scolaire, la consommation des drogues, l'organisation annuelle des concours d'excellence, la

construction et la réhabilitation des internats, des centres techniques, des réfectoires, **2 000 salles** de classes, l'achèvement des lycées agricoles de Lébamba et de Bikélé.

Avant la fin de cette année 2026, je convoquerai ce que j'appelle **les Grandes Assises de l'école des compétences pour un Gabon souverain et des citoyens prospères**. Ce sera dans le cadre du Conseil National de l'Education et de la Recherche.

**Mesdames et Messieurs les Parlementaires,**

**Chers Compatriotes,**

Fidèle à mes engagements de loyauté et de respect vis-à-vis de mon peuple et **au serment que j'ai prêté le 03 Mai 2025**, le jour de mon investiture, j'ai tenu à vous présenter ce tableau de notre pays, avec franchise et objectivité, pour nous amener à comprendre que la tâche pour le redressement du pays est certes difficile mais pas impossible.

Cette photographie de la Nation montre à suffisance aux yeux de tous que le projet de

société que j'ai soumis au Peuple gabonais et qui a été plébiscité est la réponse humaine et réaliste aux maux qui minent le Gabon. J'ai donc besoin de votre implication active pour m'aider à le concrétiser au cours de ce mandat.

La **Jeunesse gabonaise** traverse une période difficile. Avant la Transition, près de **60% des jeunes actifs** exerçaient dans l'informel à cause d'une faible articulation entre formation, emploi et entrepreneuriat, **70%** des infrastructures sportives étaient dégradées. Tandis que les compétitions sportives nationales étaient irrégulières voire suspendues.

Depuis la Transition, les mécanismes institutionnels pour les jeunes ont été réactivés tels que **le Conseil National de la Jeunesse du Gabon, le Parlement Gabonais des Jeunes.**

Les efforts déjà faits avec la création de **la Banque pour Commerce et l'Entrepreneuriat du Gabon, BCEG** avec un taux à **4%**,

quoiqu'encourageants et positifs, nécessitent cependant d'être renforcés et amplifiés.

Notons que, depuis son lancement en décembre 2024, **la BCEG** a financé au total **17,1 milliards** de FCFA pour les projets dédiés à la jeunesse sur les 25 milliards mis à disposition.

**120 jeunes** porteurs de projets viables ont été identifiés et accompagnés dans les provinces du Haut-Ogooué, de l'Ogooué-Lolo et de l'Ogooué-Ivindo. Les partenariats ont été dynamisés avec **le PNUD et l'UNICEF**.

L'objectif final est d'atteindre le plein emploi dans un délai raisonnable.

**Au plan culturel**, il est regrettable que l'art et la culture aient souvent été relégués au second plan, alors qu'ils sont essentiels à notre identité.

C'est pourquoi j'ai encouragé la valorisation des tenues africaines chaque vendredi, relancé la célébration de la Fête des cultures

et soutenu nos productions cinématographiques et musicales.

Ces initiatives visent à offrir de meilleures conditions aux créateurs et à assurer le rayonnement durable de notre patrimoine artistique sur la scène internationale.

**Au plan sécuritaire**, notre pays connaît un redressement significatif avec une augmentation des effectifs des Forces de Défense et de Sécurité, l'acquisition de moyens roulants et d'équipements divers pour l'ensemble des forces. La construction et la rénovation de nouveaux postes avancées, de Commissariats et de plusieurs casernes à travers le territoire ne sont pas en reste.

A cela s'ajoute le renforcement du maillage sécuritaire afin de renforcer l'intégrité de notre territoire national.

**Des hélicoptères d'attaque de type MI 35 et des frégates** sont en commande pour faire face aux menaces asymétriques notamment

la piraterie maritime qui fragilise le Golfe de Guinée.

L'objectif de tous ces moyens est de lutter efficacement contre **la recrudescence** d'actes de grand banditisme, l'exploitation illégale de ressources naturelles.

Une loi de programmation militaire **2026-2030** est en cours d'examen pour accélérer la modernisation et le renforcement des capacités de nos Forces de défense. Une autre sera également prise pour nos Forces de Sécurité.

Mon ambition est de faire de la Défense et de la Sécurité un levier permanent de stabilité, de souveraineté et de développement pour notre pays.

**Honorables et Vénérables Parlementaires,  
Mes chers compatriotes,**

**Parler de l'État de notre Nation,** c'est aussi s'adresser à notre conscience collective avec lucidité.

Reformer nos institutions ne suffit pas :

Il faut surtout accepter de **formater nos mentalités** et renforcer les valeurs qui fondent notre État. La justice en est la colonne centrale.

Pour bâtir un État plus juste, plus fort et plus protecteur, il est essentiel de comprendre que la justice est le pilier de notre maison commune, et que la responsabilité en est la clé.

**Éminents Parlementaires,  
Mes chers compatriotes,**

L'histoire de notre pays nous enseigne une leçon essentielle : chaque fois que nous avons cédé à la division nous avons reculé.

Chaque fois que nous avons choisi l'unité nous avons avancé. Les discours de haine, les manipulations identitaires qui appellent à la violence et à la désobéissance ne servent pas la République. Ils fragilisent notre cohésion et l'avenir de nos enfants.

**Je lance un appel solennel à l'unité nationale, au patriotisme et à la responsabilité.**

Que nous soyons de la majorité présidentielle, des partis frères, des partis réunis ou de l'opposition, nous sommes avant tout des Gabonais. La République Gabonaise est notre bien commun, notre maison commune.

Nous devons donc veiller à ce que la désinformation et la manipulation de l'information qui sont devenues les marques de fabrique de certains d'entre nous ne puissent avoir raison de cette belle unité **dont nous avons fait montre durant** les périodes les plus éprouvantes de notre histoire récente.

**Pour ce septennat**, ma vision est claire : construire une République gabonaise prospère, souveraine, stable et respectée afin de rendre aux gabonais leur dignité.

**Un Gabon** qui valorise ses ressources naturelles au bénéfice de son peuple.

**Un Gabon** qui renforce ses partenariats internationaux dans le respect mutuel et l'indépendance.

**Chers parents**, je vous prie de reprendre en mains l'éducation de vos enfants.

**Aux enseignants**, de les enseigner et de les instruire.

**A l'État**, de les protéger.

Chacun doit jouer pleinement son rôle pour un avenir radieux.

**A vous la jeunesse de notre pays**, je vous exhorte à entreprendre avec mesure. Gardez-vous de précipiter l'accomplissement de grandes œuvres, car l'empressement peut vous conduire au bord **d'abîmes périlleux**.

Attachez-vous plutôt à accomplir des tâches modestes ; c'est de l'addition de ces efforts discrets que naîtront, pour notre nation, de véritables accomplissements.

Je rêve d'un pays où chaque enfant peut aller à l'école sans crainte, où chaque citoyen peut se soigner, où chaque famille peut vivre dans la dignité.

Ce rêve de la félicité peut être porté si nous restons unis et déterminés. À ceux qui accusent le pouvoir de restreindre les libertés,

je réponds avec calme et fermeté : la République Gabonaise est une démocratie en construction, **fondée sur le pluralisme politique**, la liberté d'expression et le respect des lois.

Les partis politique existent, s'expriment et participent aux élections, les médias fonctionnent. Les citoyens s'expriment.

Mon engagement est constant : garantir les libertés fondamentales tout en assurant la sécurité, la stabilité et la cohésion nationale. C'est cette responsabilité que m'impose la fonction de Président de la République.

**Chers compatriotes,**

L'heure n'est ni au doute, ni à la peur. **L'heure est à l'Espérance, à la responsabilité et à l'action collective.**

**Ensemble**, poursuivons le chemin de la paix, du développement et de la souveraineté.

**Ensemble**, écrivons une nouvelle page de l'histoire de notre nation.

**Que Dieu bénisse chacune et chacun de vous.**

**Que Dieu bénisse notre armée, notre jeunesse et nos institutions.**

**Que Dieu bénisse la République Gabonaise !**

**Je vous remercie !**